



Liste des affaires sélectionnées pour publication au *Recueil des arrêts et décisions* 2013¹

[Mise à jour juin 2014]

Notes sur les citations :

Les affaires sont présentées dans l'ordre alphabétique selon le nom du requérant et de l'Etat défendeur.

Sauf mention contraire, toutes les références renvoient à des arrêts de chambre. Les affaires de Grande Chambre, qu'elles aient donné lieu à une décision ou à un arrêt, sont signalées par la mention « [GC] ». Les décisions sont signalées par la mention « (déc.) ».

Les arrêts de chambre non encore « définitifs » au sens de l'article 44 de la Convention² sont signalés par la mention « (non définitif) ». En cas de renvoi d'un arrêt non définitif devant la Grande Chambre conformément à l'article 43,³ l'arrêt en question ne sera pas publié au *Recueil des arrêts et décisions* 2013 et sera remplacé par un arrêt ou une décision figurant sur la « [liste de réserve](#) ».

La composition des volumes pour l'année 2013 n'a pas encore été déterminée. Jusqu'à nouvel ordre, les affaires rendues en 2013 peuvent être citées simplement par l'indication de l'année de leur publication, par exemple CEDH 2013, sans indication d'un numéro de volume. Pour des informations complémentaires sur le mode de citation de la jurisprudence de la Cour, veuillez consulter [cette page](#).

La Cour se réserve le droit de rendre compte de tout ou partie des arrêts et décisions énumérés ci-dessous sous forme d'extraits. Les arrêts et décisions en question peuvent être consultés en texte intégral dans la ou les langues dans lesquelles ils ont été rendus dans la base de données HUDOC.

¹ Liste arrêtée par le Bureau sur proposition du jurisconsulte.

² L'article 44 § 2 de la Convention est ainsi libellé:

« L'arrêt d'une chambre devient définitif

a) lorsque les parties déclarent qu'elles ne demanderont pas le renvoi de l'affaire devant la Grande Chambre; ou

b) trois mois après la date de l'arrêt, si le renvoi de l'affaire devant la Grande Chambre n'a pas été demandé; ou

c) lorsque le collège de la Grande Chambre rejette la demande de renvoi formulée en application de l'article 43. »

³ L'article 43 de la Convention est ainsi libellé:

« 1. Dans un délai de trois mois à compter de la date de l'arrêt d'une chambre, toute partie à l'affaire peut, dans des cas exceptionnels, demander le renvoi de l'affaire devant la Grande Chambre.

2. Un collège de cinq juges de la Grande Chambre accepte la demande si l'affaire soulève une question grave relative à l'interprétation ou à l'application de la Convention ou de ses Protocoles, ou encore une question grave de caractère général.

3. Si le collège accepte la demande, la Grande Chambre se prononce sur l'affaire par un arrêt. »

Table des matières

I. Liste des affaires dans l'ordre alphabétique des noms des requérants	3
II. Liste des affaires dans l'ordre alphabétique des Etats mis en cause	10

I. Liste des affaires dans l'ordre alphabétique des noms des requérants

A

12.7.2013

[Allen c. Royaume-Uni \[GC\], n° 25424/09](#)

ARTICLE 6

Article 6 § 2

Présomption d'innocence

Application de la présomption d'innocence à une procédure non pénale : *dessaisissement au profit de la Grande Chambre*

22.4.2013

[Animal Defenders International c. Royaume-Uni \[GC\], n° 48876/08](#)

ARTICLE 10

Article 10 § 1

Liberté d'expression

Refus d'autoriser une organisation non gouvernementale à diffuser un spot télévisé, eu égard à l'interdiction frappant la publicité à caractère politique : *non-violation*

D

21.10.2013

[Del Río Prada c. Espagne \[GC\], n° 42750/09](#)

ARTICLE 7

Article 7 § 1

Peine plus forte

Nulla poena sine lege

Rétroactivité

Report de la date de mise en liberté définitive en application d'une nouvelle jurisprudence intervenue après la condamnation : *violation*

ARTICLE 5

Article 5 § 1

Arrestation ou détention régulière

Report de la date de mise en liberté définitive en application d'une nouvelle jurisprudence intervenue après la condamnation : *violation*

E

15.1.2013

[Eweida et autres c. Royaume-Uni, n° 48420/10](#)

ARTICLE 9

Manifester sa religion ou sa conviction

Mesures disciplinaires contre des employés pour port de symboles religieux (croix) au travail ou refus de s'acquitter de tâches qu'ils estimaient incompatibles avec leurs convictions religieuses : *violation ; non-violations*

ARTICLE 14

Discrimination (article 9)

Mesures disciplinaires contre des employés pour port de symboles religieux (croix) au travail ou refus de s'acquitter de tâches qu'ils estimaient incompatibles avec leurs convictions religieuses : *violation ; non-violations*

F

7.2.2013

[Fabris c. France \[GC\], n° 16574/08](#)

ARTICLE 14

Discrimination (article 1 du Protocole n° 1)

Différence de traitement successoral entre enfant naturel et enfant légitime : *violation*

G

15.10.2013

[Gutsanovi c. Bulgarie, n° 34529/10 \(extraits – Article 3\)](#)

ARTICLE 3

Traitement dégradant

Caractère excessif d'une opération policière menée à domicile d'un homme politique en présence de son épouse et ses enfants mineurs dans le but de son arrestation : *violation*

I

3.10.2013

[I.B. c. Grèce, n° 552/10](#)

Article 14

Discrimination

Licenciement d'une personne atteinte du VIH en raison des pressions exercées par ses collègues : *violation*

J

21.10.2013

[Janowiec et autres c. Russie \[GC\], n°s 55508/07 et 29520/09](#)

ARTICLE 3

Traitement inhumain

Obligations positives

Manquement allégué à rendre compte de manière satisfaisante du sort de prisonniers polonais exécutés par la police secrète soviétique à Katyń en 1940 : *non-violation*

ARTICLE 35

Article 35 § 3

Compétence *ratione temporis*

Compétence *ratione temporis* de la Cour quant à des décès survenus 58 ans avant l'entrée en vigueur de la Convention à l'égard de l'Etat défendeur : *exception préliminaire retenue*

ARTICLE 38

Article 38 § 1 (a)

Fournir toutes facilités nécessaires

Refus pour motifs de sécurité nationale de communiquer copie d'une décision par laquelle le juge interne a classé sans suite l'enquête pénale sur le massacre de Katyń : *manquement à se conformer à l'article 38*

L

20.6.2013

[Lavrechov c. République tchèque, n° 57404/08](#)

ARTICLE 1 DU PROTOCOLE N° 1

Respect des biens

Non-remboursement au requérant de sa caution en dépit de son acquittement : *non-violation*

M

18.7.2013

[Maktouf et Damjanović c. Bosnie-Herzégovine \[GC\], n°s 2312/08 et 34179/08](#)

ARTICLE 7

Article 7 § 1

Peine plus forte

Application rétroactive d'une loi pénale prévoyant pour les crimes de guerre des peines plus lourdes que la loi qui était en vigueur lors de la commission des infractions : *violation*

16.7.2013

[McCaughey et autres c. Royaume-Uni, n° 43098/09](#)

ARTICLE 2

Obligations positives

Article 2 § 1

Enquête efficace

Délais excessifs dans l'enquête sur des décès survenus aux mains des forces de sécurité en Irlande du Nord : *violation*

ARTICLE 46

Article 46 § 2

Exécution de l'arrêt

Mesures générales

Etat défendeur tenu de prendre toutes les mesures nécessaires et appropriées pour assurer rapidement le respect des exigences procédurales découlant de l'article 2 dans les affaires concernant des homicides commis par les forces de sécurité en Irlande du Nord

9.4.2013

[Mehmet Şentürk et Bekir Şentürk c. Turquie, n° 13423/09](#)

ARTICLE 2

Obligations positives

Refus d'opérer d'urgence une femme enceinte à cause de son incapacité à régler les frais d'intervention : *violation*

23.7.2013

[M.A. c. Chypre, n° 41872/10 \(extraits\)](#)

ARTICLE 5

Article 5 § 1

Privation de liberté

Transfert et maintien au siège de la police d'un groupe d'immigrés en vue de l'identification et de l'expulsion des résidents irréguliers : *violation*

O

9.1.2013

[Oleksandr Volkov c. Ukraine, n° 21722/11](#)

ARTICLE 6

Article 6 § 1 (civil)

Procès équitable

Absence de délai de prescription concernant les sanctions disciplinaires des magistrats et abus du système de vote électronique au Parlement au cours du vote ordonnant la révocation d'un magistrat : *violations*

Tribunal indépendant

Tribunal impartial

Défauts structurels du système de la discipline judiciaire : *violation*

Tribunal établi par la loi

Composition d'une chambre examinant l'affaire du requérant, établie par un juge dont les fonctions de président de la cour avaient pris fin : *violation*

ARTICLE 8

Respect de la vie privée

Révocation d'un magistrat pour « parjure » en l'absence d'une interprétation cohérente de cette infraction, ainsi que de garanties procédurales adéquates : *violation*

ARTICLE 46

Exécution de l'arrêt – Mesures générales

Etat défendeur tenu de reformer l'organisation de la discipline judiciaire

Exécution de l'arrêt – Mesures individuelles

Etat défendeur tenu de réintégrer le requérant dans ses fonctions de juge à la Cour Suprême dans les meilleurs délais

S

6.6.2013

[Sabanchiyeva et autres c. Russie, n° 38450/05](#)

ARTICLE 3

Traitement dégradant

Traitement inhumain

Restitution des corps de terroristes en vue de leur enterrement interdite par la loi : *recevable*

Conditions effroyables de conservation des corps des proches des requérants : *recevable*

ARTICLE 8

Article 8 § 1

Respect de la vie familiale

Respect de la vie privée

Restitution des corps de terroristes en vue de leur enterrement interdite par la loi : *recevable*

25.4.2013

[Savridin Dzhurayev c. Russie, n° 71386/10](#)

ARTICLE 34

Entraver l'exercice du droit de recours

Transfert de force d'une personne au Tadjikistan avec des risques réels de mauvais traitements et mise en échec de la mesure provisoire ordonnée par la Cour : *violation*

ARTICLE 46

Article 46 § 2

Exécution des arrêts

Mesures générales

Etat défendeur tenu dans les meilleurs délais à assurer la légalité des actes de l'Etat en matière d'extradition et d'expulsion ainsi qu'une protection effective des victimes potentielles

Exécution des arrêts

Mesures individuelles

Etat défendeur tenu de prendre de réelles mesures pour protéger le requérant contre les risques existants pour sa vie et sa santé dans une juridiction étrangère

9.7.2013

[Sindicatul « Păstorul cel Bun » c. Roumanie \[GC\], n° 2330/09](#)

ARTICLE 11

Article 11 § 1

Liberté d'association

Refus d'enregistrer un syndicat de prêtres au nom du respect de l'autonomie des cultes : *non-violation*

12.11.2013

[Söderman c. Suède \[GC\], n° 5786/08](#)

ARTICLE 8

Obligations positives

Article 8 § 1

Respect de la vie privée

Absence de dispositions légales claires pénalisant le fait de filmer à son insu une enfant nue : *violation*

11.6.2013

[Stichting Mothers of Srebrenica et autres c. Pays-Bas \(déc.\), n° 65542/12](#)

ARTICLE 6

Droit à un procès équitable

Refus des juridictions néerlandaises d'examiner un recours contre les Nations Unies concernant le massacre de Srebrenica : *irrecevable*

T

2.4.2013

[Tarantino et autres c. Italie, n^{os} 25851/09, 29284/09 et 64090/09](#)

ARTICLE 2 DU PROTOCOLE N° 1

Droit à l'instruction

Législation imposant un examen d'entrée avec *numerus clausus* pour l'admission aux études universitaires médicales et dentaires (secteurs public et privé) : *non-violation*

V

7.11.2013

[Vallianatos et autres c. Grèce \[GC\], n^{os} 29381/09 et 32684/09](#)

ARTICLE 14

Discrimination

Exclusion des couples de même sexe du « pacte de vie commune » : *violation*

9.7.2013

[Vinter et autres c. Royaume-Uni \[GC\], n^{os} 66069/09, 130/10 et 3896/10](#)

ARTICLE 3

Traitement dégradant

Traitement inhumain

Emprisonnement à vie avec possibilité de libération uniquement en cas de maladie au stade terminal ou d'incapacité grave : *violation*

9.7.2013

[Vona c. Hongrie, n° 35943/10](#)

ARTICLE 11

Article 11 § 1

Liberté d'association

Dissolution d'une association impliquée dans des rassemblements anti-Roms et des défilés paramilitaires : *non-violation*

W

8.1.2013

[Willcox et Hurford c. Royaume-Uni \(déc.\), n^{os} 43759/10 et 43771/12](#)

ARTICLE 3

Peines inhumaines

Peines dégradantes

Peines d'emprisonnement longues prononcées par des tribunaux thaïlandais qui continuent d'être purgées au Royaume-Uni en application d'un accord de transfèrement : *irrecevable*

ARTICLE 5

Article 5 § 1

Privation de liberté

Après condamnation

Peines d'emprisonnement longues prononcées par des tribunaux thaï qui continuent d'être purgées au Royaume-Uni en application d'un accord de transfèrement : *irrecevable*

X

26.11.2013

[X c. Lettonie \[GC\], n° 27853/09](#)

ARTICLE 8

Article 8 § 1

Respect de la vie familiale

Absence d'examen approfondi de tous les éléments pertinents lors de la décision sur le retour d'un enfant en application de la Convention de La Haye : *violation*

19.2.2013

[X et autres c. Autriche \[GC\], n° 19010/07](#)

ARTICLE 14

Discrimination (Article 8)

Impossibilité pour le second parent, au sein d'un couple homosexuel, d'adopter l'enfant de l'autre : *violation*

Z

29.1.2013

[Zolotas c. Grèce \(n° 2\), n° 66610/09](#)

ARTICLE 1 DU PROTOCOLE N° 1

Respect des biens

Attribution à l'Etat du solde des comptes bancaires inactifs soumis à la prescription : *violation*

26.3.2013

[Zorica Jovanović c. Serbie, n° 21794/08](#)

ARTICLE 8

Obligations positives

Respect de la vie familiale

Refus continu de fournir des informations sur le sort d'un nouveau-né disparu à l'hôpital : *violation*

ARTICLE 46

Exécution de l'arrêt – Mesures générales

Etat défendeur tenu de prendre des mesures appropriées pour mettre en place un mécanisme de recours pour tous les parents de nouveau-nés disparus

II. Liste des affaires dans l'ordre alphabétique des Etats mis en cause

Autriche

19.2.2013

[X et autres c. Autriche \[GC\], n° 19010/07](#)

ARTICLE 14

Discrimination (Article 8)

Impossibilité pour le second parent, au sein d'un couple homosexuel, d'adopter l'enfant de l'autre : *violation*

Bulgarie

15.10.2013

[Gutsanovi c. Bulgarie, n° 34529/10 \(extraits – Article 3\)](#)

ARTICLE 3

Traitement dégradant

Caractère excessif d'une opération policière menée à domicile d'un homme politique en présence de son épouse et ses enfants mineurs dans le but de son arrestation : *violation*

Bosnie-Herzégovine

18.7.2013

[Maktouf et Damjanović c. Bosnie-Herzégovine \[GC\], n^{os} 2312/08 et 34179/08](#)

ARTICLE 7

Article 7 § 1

Peine plus forte

Application rétroactive d'une loi pénale prévoyant pour les crimes de guerre des peines plus lourdes que la loi qui était en vigueur lors de la commission des infractions : *violation*

Chypre

23.7.2013

[M.A. c. Chypre, n° 41872/10 \(extraits\)](#)

ARTICLE 5

Article 5 § 1

Privation de liberté

Transfert et maintien au siège de la police d'un groupe d'immigrés en vue de l'identification et de l'expulsion des résidents irréguliers : *violation*

Espagne

21.10.2013

[Del Río Prada c. Espagne \[GC\], n° 42750/09](#)

ARTICLE 7

Article 7 § 1

Peine plus forte

Nulla poena sine lege

Rétroactivité

Report de la date de mise en liberté définitive en application d'une nouvelle jurisprudence intervenue après la condamnation : *violation*

ARTICLE 5

Article 5 § 1

Arrestation ou détention régulière

Report de la date de mise en liberté définitive en application d'une nouvelle jurisprudence intervenue après la condamnation : *violation*

France

7.2.2013

[Fabris c. France \[GC\], n° 16574/08](#)

ARTICLE 14

Discrimination (article 1 du Protocole n° 1)

Différence de traitement successoral entre enfant naturel et enfant légitime : *violation*

Grèce

29.1.2013

[Zolotas c. Grèce \(n° 2\), n° 66610/09](#)

ARTICLE 1 DU PROTOCOLE N° 1

Respect des biens

Attribution à l'Etat du solde des comptes bancaires inactifs soumis à la prescription : *violation*

3.10.2013

[I.B. c. Grèce, n° 552/10](#)

Article 14

Discrimination

Licenciement d'une personne atteinte du VIH en raison des pressions exercées par ses collègues : *violation*

7.11.2013

[Vallianatos et autres c. Grèce \[GC\], n°s 29381/09 et 32684/09](#)

ARTICLE 14

Discrimination

Exclusion des couples de même sexe du « pacte de vie commune » : *violation*

Hongrie

9.7.2013

[Vona c. Hongrie, n° 35943/10](#)

ARTICLE 11

Article 11 § 1

Liberté d'association

Dissolution d'une association impliquée dans des rassemblements anti-Roms et des défilés paramilitaires : non-violation

Italie

2.4.2013

[Tarantino et autres c. Italie, n°s 25851/09, 29284/09 et 64090/09](#)

ARTICLE 2 DU PROTOCOLE N° 1

Droit à l'instruction

Législation imposant un examen d'entrée avec *numerus clausus* pour l'admission aux études universitaires médicales et dentaires (secteurs public et privé) : *non-violation*

Lettonie

26.11.2013

[X c. Lettonie \[GC\], n° 27853/09](#)

ARTICLE 8

Article 8 § 1

Respect de la vie familiale

Absence d'examen approfondi de tous les éléments pertinents lors de la décision sur le retour d'un enfant en application de la Convention de La Haye : *violation*

Pays-bas

11.6.2013

[Stichting Mothers of Srebrenica et autres c. Pays-Bas \(déc.\), n° 65542/12](#)

ARTICLE 6

Droit à un procès équitable

Refus des juridictions néerlandaises d'examiner un recours contre les Nations Unies concernant le massacre de Srebrenica : *irrecevable*

République tchèque

20.6.2013

[Lavrechov c. République tchèque, n° 57404/08](#)

ARTICLE 1 DU PROTOCOLE N° 1

Respect des biens

Non-remboursement au requérant de sa caution en dépit de son acquittement : *non-violation*

Roumanie

9.7.2013

[Sindicatul « Păstorul cel Bun » c. Roumanie \[GC\], n° 2330/09](#)

Article 11

Article 11 § 1

Liberté d'association

Refus d'enregistrer un syndicat de prêtres au nom du respect de l'autonomie des cultes : *non-violation*

Royaume-Uni

8.1.2013

[Willcox et Hurford c. Royaume-Uni \(déc.\), n°s 43759/10 et 43771/12](#)

ARTICLE 3

Peines inhumaines

Peines dégradantes

Peines d'emprisonnement longues prononcées par des tribunaux thaïlandais qui continuent d'être purgées au Royaume-Uni en application d'un accord de transfèrement : *irrecevable*

ARTICLE 5

Article 5 § 1

Privation de liberté

Après condamnation

Peines d'emprisonnement longues prononcées par des tribunaux thaï qui continuent d'être purgées au Royaume-Uni en application d'un accord de transfèrement : *irrecevable*

15.1.2013

[Eweida et autres c. Royaume-Uni, n° 48420/10](#)

ARTICLE 9

Manifester sa religion ou sa conviction

Mesures disciplinaires contre des employés pour port de symboles religieux (croix) au travail ou refus de s'acquitter de tâches qu'ils estimaient incompatibles avec leurs convictions religieuses : *violation ; non-violations*

ARTICLE 14

Discrimination (article 9)

Mesures disciplinaires contre des employés pour port de symboles religieux (croix) au travail ou refus de s'acquitter de tâches qu'ils estimaient incompatibles avec leurs convictions religieuses : *violation ; non-violations*

22.4.2013

[Animal Defenders International c. Royaume-Uni \[GC\], n°48876/08](#)

ARTICLE 10

Article 10 § 1

Liberté d'expression

Refus d'autoriser une organisation non gouvernementale à diffuser un spot télévisé, eu égard à l'interdiction frappant la publicité à caractère politique : *non-violation*

9.7.2013

[Vinter et autres c. Royaume-Uni \[GC\], n^{os} 66069/09, 130/10 et 3896/10](#)

ARTICLE 3

Traitement dégradant

Traitement inhumain

Emprisonnement à vie avec possibilité de libération uniquement en cas de maladie au stade terminal ou d'incapacité grave : *violation*

12.7.2013

[Allen c. Royaume-Uni \[GC\], n^o 25424/09](#)

ARTICLE 6

Article 6 § 2

Présomption d'innocence

Application de la présomption d'innocence à une procédure non pénale : *dessaisissement au profit de la Grande Chambre*

16.7.2013

[McCaughey et autres c. Royaume-Uni, n^o 43098/09](#)

ARTICLE 2

Obligations positives

Article 2 § 1

Enquête efficace

Délais excessifs dans l'enquête sur des décès survenus aux mains des forces de sécurité en Irlande du Nord : *violation*

ARTICLE 46

Article 46 § 2

Exécution de l'arrêt

Mesures générales

Etat défendeur tenu de prendre toutes les mesures nécessaires et appropriées pour assurer rapidement le respect des exigences procédurales découlant de l'article 2 dans les affaires concernant des homicides commis par les forces de sécurité en Irlande du Nord

Russie

25.4.2013

[Savriddin Dzhurayev c. Russie, n^o 71386/10](#)

ARTICLE 34

Entraver l'exercice du droit de recours

Transfert de force d'une personne au Tadjikistan avec des risques réels de mauvais traitements et mise en échec de la mesure provisoire ordonnée par la Cour : *violation*

ARTICLE 46

Exécution des arrêts

Mesures générales

Etat défendeur tenu dans les meilleurs délais à assurer la légalité des actes de l'Etat en matière d'extradition et d'expulsion ainsi qu'une protection effective des victimes potentielles

Exécution des arrêts

Mesures individuelles

Etat défendeur tenu de prendre de réelles mesures pour protéger le requérant contre les risques existants pour sa vie et sa santé dans une juridiction étrangère

6.6.2013

[Sabanchiyeva et autres c. Russie, n° 38450/05](#)

ARTICLE 3

Traitement dégradant

Traitement inhumain

Restitution des corps de terroristes en vue de leur enterrement interdite par la loi : *recevable*

Conditions effroyables de conservation des corps des proches des requérants : *recevable*

ARTICLE 8

Article 8 § 1

Respect de la vie familiale

Respect de la vie privée

Restitution des corps de terroristes en vue de leur enterrement interdite par la loi : *recevable*

21.10.2013

[Janowiec et autres c. Russie \[GC\], n°s 55508/07 et 29520/09](#)

ARTICLE 3

Traitement inhumain

Obligations positives

Manquement allégué à rendre compte de manière satisfaisante du sort de prisonniers polonais exécutés par la police secrète soviétique à Katyń en 1940 : *non-violation*

ARTICLE 35

Article 35 § 3

Compétence *ratione temporis*

Compétence *ratione temporis* de la Cour quant à des décès survenus 58 ans avant l'entrée en vigueur de la Convention à l'égard de l'Etat défendeur : *exception préliminaire retenue*

ARTICLE 38

Article 38 § 1 (a)

Fournir toutes facilités nécessaires

Refus pour motifs de sécurité nationale de communiquer copie d'une décision par laquelle le juge interne a classé sans suite l'enquête pénale sur le massacre de Katyń : *manquement à se conformer à l'article 38*

Serbie

26.3.2013

[Zorica Jovanović c. Serbie, n° 21794/08](#)

ARTICLE 8

Obligations positives

Respect de la vie familiale

Refus continu de fournir des informations sur le sort d'un nouveau-né disparu à l'hôpital : *violation*

ARTICLE 46

Exécution de l'arrêt – Mesures générales

Etat défendeur tenu de prendre des mesures appropriées pour mettre en place un mécanisme de recours pour tous les parents de nouveau-nés disparus

Suède

12.11.2013

[Söderman c. Suède \[GC\], n° 5786/08](#)

ARTICLE 8

Obligations positives

Article 8 § 1

Respect de la vie privée

Absence de dispositions légales claires pénalisant le fait de filmer à son insu une enfant nue : *violation*

Turquie

9.4.2013

[Mehmet Şentürk et Bekir Şentürk c. Turquie, n° 13423/09](#)

ARTICLE 2

Obligations positives

Refus d'opérer d'urgence une femme enceinte à cause de son incapacité à régler les frais d'intervention : *violation*

Ukraine

9.1.2013

[Oleksandr Volkov c. Ukraine, n° 21722/11](#)

ARTICLE 6

Article 6 § 1 (civil)

Procès équitable

Absence de délai de prescription concernant les sanctions disciplinaires des magistrats et abus du système de vote électronique au Parlement au cours du vote ordonnant la révocation d'un magistrat : *violations*

Tribunal indépendant

Tribunal impartial

Défauts structurels du système de la discipline judiciaire : *violation*

Tribunal établi par la loi

Composition d'une chambre examinant l'affaire du requérant, établie par un juge dont les fonctions de président de la cour avaient pris fin : *violation*

ARTICLE 8

Respect de la vie privée

Révocation d'un magistrat pour « parjure » en l'absence d'une interprétation cohérente de cette infraction, ainsi que de garanties procédurales adéquates : *violation*

ARTICLE 46

Exécution de l'arrêt – Mesures générales

Etat défendeur tenu de reformer l'organisation de la discipline judiciaire

Exécution de l'arrêt – Mesures individuelles

Etat défendeur tenu de réintégrer le requérant dans ses fonctions de juge à la Cour Suprême dans les meilleurs délais